

Dans le bassin minier, le soutien de l'extrême droite a étouffé le mouvement des «gilets jaunes»

PAR FRANÇOIS BONNET
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 23 FÉVRIER 2019



Banderole installée sur un rond-point d'Hénin-Beaumont. © (dr)

Le mouvement des « gilets jaunes » dans le bassin minier du Pas-de-Calais s'est arrêté fin décembre. Dans ce territoire qui compte quatre députés d'extrême droite et une municipalité RN à Hénin-Beaumont, le soutien bruyant apporté par ces élus a éloigné des militants de la première heure. Reportage.

Pas-de-Calais, de notre envoyé spécial.- Il faut traverser le bassin minier et se rendre à sa lisière, à Béthune, ville de 25 000 habitants dirigée par le centriste (UDI) Olivier Gacquerre, pour enfin trouver un groupe à la fois organisé et actif de « gilets jaunes ». C'est là, avenue Winston-Churchill, au bord d'une des grandes routes d'accès au centre-ville, que leur « QG » a été bâti sur un terrain privé après l'évacuation d'un gros rond-point, fin novembre 2018. Depuis, un noyau d'une quarantaine de personnes se relaient pour faire vivre le lieu et organiser les actions.

Ce vendredi soir 22 février, trois cents personnes environ devaient se retrouver pour la « deuxième nuit bruyante de Béthune ». Un parcours d'une dizaine de kilomètres dans la ville au son de fanfares et de tout ce qui fait du bruit pour rappeler à tous que le mouvement « est toujours bel et bien là », assure l'un des occupants de la cabane de planches soigneusement aménagée. Alcool interdit, est-il précisé, mais la friterie Au Ch'ti gourmand assure le ravitaillement.

« Une banderole "Gilets jaunes, oui ! Racisme et antisémitisme, non !" ouvrira la marche », expliquait Frédéric, l'un des animateurs du QG, trois jours avant le défilé. Sur la page Facebook du groupe a

été relayé un appel de gilets jaunes à participer au rassemblement contre l'antisémitisme qui s'est tenu mardi 19 février à Lille. Parmi les 1 200 personnes qui se sont rassemblées ce soir-là place de la République, une petite centaine de gilets jaunes ont tenté d'expliquer haut et fort qu'ils n'étaient pas ceux que le gouvernement voulait décrire.



Rassemblement contre l'antisémitisme, mardi 12 février, place de la République à Lille. © FB. Mediapart



Source : OSM, 2016, IGN GÉOFLA, 2015 • Réalisation : CGET 2016

Les limites du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais.

« On nous a dits factieux, puis foule haineuse, puis brutes, puis xénophobes et racistes et maintenant c'est antisémites ; c'est une honte ! » s'indigne Hélène qui arrive juste de Lille, où elle travaille comme aide-soignante à l'hôpital. « Nous, on condamne tout cela, il n'y a jamais une réflexion de ce type ici et, par ailleurs, nous avons d'excellentes relations avec la police à Béthune, tout se passe pacifiquement et calmement », ajoute la jeune femme. « On est très clairs là-dessus », insiste Frédéric. « On veut certes foutre un peu le bordel, mais nous voulons être respectueux avec tout le monde. »

Comme ailleurs en France (voir **ici notre dossier** et **ici la carte de nos reportages**), le groupe se dit farouchement apolitique, sans porte-parole, décidant par consensus ou par vote et portant les mêmes revendications : hausse du pouvoir d'achat, référendum d'initiative citoyenne, rétablissement de l'ISF, etc. En contact avec la CGT et SUD, ils sont

allés manifester contre la fermeture programmée de 81 postes à l'hôpital de Béthune, ont fait une action devant l'usine de pneumatiques Bridgestone. « C'est un mouvement social, il faut tous s'unir quand ce pouvoir fait tout pour diviser la population, et c'est aussi pour cela qu'on ne veut pas parler politique », dit Hélène.

Présente dans le mouvement depuis le début, la jeune femme fait vite ses comptes : « 75 kilomètres par jour pour aller travailler, 300 euros de carburant par mois, 400 euros par mois de nounou pour mes enfants, l'usure de la voiture, tout cela avec un salaire de 1 200 euros par mois, vous voyez ce qui reste... » Son compagnon, qui travaille, porte lui le crédit de la maison. Quant à Frédéric, qui vient de créer une petite affaire de vente de pièces automobiles, il explique faire 80 km de déplacement par jour. « Dans notre groupe, il y a des ouvriers, des artisans, des fonctionnaires, des apprentis... Tout le monde travaille et personne ne s'en sort ! Et vous croyez qu'on va lâcher comme ça, au bout de trois mois de combat ? » résume-t-il.



Dans le « QG » des gilets jaunes de Béthune, mardi 19 février. © FB. Mediapart

Les gilets jaunes de Béthune font presque figure d'exceptions dans cette partie du département et le savent. Ils vont manifester les samedis à Lille, Arras, Dunkerque ou Boulogne. Mais dans le reste du bassin minier, leur mouvement s'est peu ou prou éteint. À quelques rares exceptions près, la protestation s'est arrêtée fin décembre après plusieurs week-ends de grosses mobilisations.

« Je ne sais pas trop l'expliquer, dit un responsable des services de la ville de Lens, au cœur du bassin minier. Dans le bassin, il y a plus de services publics qu'ailleurs, en revanche les gens qui travaillent se déplacent beaucoup : est-ce que les annonces de Macron, fin décembre ont porté ? Il y a eu aussi des

déchirements internes et l'extrême droite a tenté très maladroitement de récupérer le mouvement, cela a sans doute joué. »

À Béthune, Frédéric assure avoir encore des contacts avec quelques groupes. Il reconnaît aussi la disparition de beaucoup, en particulier à Liévin, Lens, Hénin-Beaumont. « Il y a eu des histoires d'alcool, de violences, des batailles de pouvoir, bref, ça n'a pas duré. Mais, regardez, le carburant recommence à augmenter et tout cela peut repartir très fort. »

Quatre députés dans l'ancienne forteresse PS

Il y a aussi et surtout un paysage politique particulier. Depuis les législatives de 2017, marquées par une abstention effarante (près de 60 % au deuxième tour dans certaines circonscriptions), l'extrême droite et les lepénistes ont emporté quatre sièges de député dans des territoires incluant les principales villes du bassin minier : Marine Le Pen à Hénin-Beaumont, José Évrard (ancien communiste passé par le FN aujourd'hui rallié **aux Patriotes** de Philippot) à Lens, Bruno Bilde à Liévin, Ludovic Pajot à Nœux-les-Mines (**lire également ici**).

L'ancienne forteresse socialiste du Pas-de-Calais, ravagée par les scandales, le népotisme et le clientélisme (lire nos **précédentes enquêtes ici** et **ici**), est désormais un bastion du Rassemblement national. À la stupéfaction des électeurs de gauche, mais aussi de beaucoup d'autres effarés de voir l'extrême droit prospérer sur les débris des autres forces politiques ruinées ou divisées. « Attention, les électeurs du RN ici sont des fâchés, pas des fachos, ils ne suivent pas à tout coup les élus de Le Pen », dit le responsable des services de Lens.

Or, dès le 17 novembre, Rassemblement national et Patriotes ont bruyamment revêtu le gilet jaune et clamé leur soutien sur les ronds-points. À Lens, José Évrard dénonce une interdiction de manifester sur les lieux

du marché de Noël, clame son soutien à Éric Drouet poursuivi et **habille en jaune son fil Twitter** où il multiplie les vidéos de soutien.



Banderole installée sur un rond-point d'Hénil-Beaumont. © (dr)

Mais c'est surtout à Hénil-Beaumont (26 000 habitants) que le Rassemblement national décide de faire les choses en grand. Élu maire en 2014, également député européen, Steeve Briois ne fait pas que courir les ronds-points. Une banderole est vite affichée, « *La ville d'Hénil-Beaumont soutient les gilets jaunes* », des salles sont prêtées, les quelques militants mobilisés. Et quant au Rond-point des vaches, le 24 novembre, la situation dégénère en de violents affrontements avec la police et qu'un restaurant Burger King est incendié, l'élus crie « *à la provocation* ». « *Ce sont des bandes de casseurs* », assure-t-il, quand plusieurs gilets jaunes racontent aujourd'hui que « *c'est l'alcool, la colère, les violences et que c'est parti en vrille* ».

Croyant surfer sur la vague, Steeve Briois invite le 21 décembre une délégation de gilets jaunes au conseil municipal. Il fait voter une motion de soutien et donne la parole à plusieurs personnes. « *La délégation avait-elle été construite par la mairie ?* » s'interroge David Noël, secrétaire de la section communiste de la ville et conseiller municipal. « *Briois n'invite pas une délégation sans s'assurer à l'avance de ce qui va être dit* », est convaincu Jean-Pierre Carpentier, membre de La France insoumise et candidat aux législatives de 2017.

Bingo pour le maire ! Voilà qu'une femme gilet jaune se lance dans une longue diatribe contre le Pacte de Marrakech et contre l'immigration, « *un vrai problème pour la France* » et demande : « *Qui va encore payer pour eux, les étrangers ?* » (**voir la vidéo en cliquant ici**). Les conseillers municipaux RN applaudissent à tout-va. Dans la foulée, pour riposter aux évacuations

de rond-point par la police, le maire décide de donner un terrain aux gilets jaunes, avec quelques tentes. Pas dans le centre-ville tout de même, mais c'est un morceau de parking sur la zone des bords de l'eau, entre parc et zone commerciale régionale.

Le camp existe toujours aujourd'hui. Quelques personnes s'y relaient, d'autres y dorment la nuit pour « *assurer la sécurité, c'est tout de même un terrain de la mairie* », dit une femme qui vient d'y passer deux nuits. Mais l'ambiance est bien différente de celle du QG de Béthune ou de bien d'autres visités ces dernières semaines par Mediapart (ici, nos reportages). « *Bien sûr, il y a moins de monde, il n'y a plus grand-chose alors on se concentre plutôt sur les manifestations du week-end* », ajoute-t-elle.

À ses côtés, une amie qui vient passer la matinée n'a pas trop envie de parler du bruyant soutien de la mairie. « *Tant mieux, on prend, après on est apolitique, on ne veut pas parler de cela donc l'extrême droite ce n'est pas mon problème* », dit-elle. A-t-elle alors été choquée par l'intervention très politique de la délégation gilets jaunes en conseil municipal. « *Écoutez, je suis étrangère, je sais ce que c'est. Il faut de l'humanité, mais nous, on vit déjà dans la dèche donc on ne peut plus accueillir. On vit trop mal ici pour avoir en plus de l'argent pour accueillir de nouveaux immigrants* », assure-t-elle.

« La mairie en a récupéré certains, et alors ? »

La veille au soir, dans la lumière des braseros du camp, trois hommes s'interrogeaient sur la mobilisation municipale en leur faveur. « *La mairie en a récupéré certains, et alors ? On profite de son soutien, des aides, mais rien de plus* », dit l'un, ouvrier dans une entreprise de câblage qui vient de mettre la clé sous

la porte. « *Le patron a pris la trésorerie, a disparu, je me retrouve sans salaire, sans indemnités et avec 300 heures supplémentaires non payées* », raconte-t-il.



Le « camp » des gilets jaunes à Hénin-Beaumont, construit au bout d'un parking. © FB. Mediapart

« *Le maire veut récupérer le mouvement, mais ça ne nous intéresse pas* », dit son voisin. Le troisième n'a pas envie de répondre. Il s'en prend aux taxes, aux impôts et explique les économies réalisées en allant faire le plein de carburant et les réserves de cigarettes en Belgique, à quarante kilomètres de là. « *Oui, peut-être que des gens ne nous rejoignent pas parce que la mairie nous soutient, c'est dommage, tout le monde a besoin de tout le monde* », concède une femme. Les derniers gilets jaunes d'Héning-Beaumont se disent tous déterminés à continuer. Mais leur isolement sur leur bout de parking et l'absence d'actions militantes ne laissent pas entrevoir un grand avenir.

« *Les gilets jaunes, c'est maintenant un non-événement dans le bassin minier. C'est fini, terminé !* » Le jeune homme qui est aussi catégorique est pourtant un ancien militant du Front national, passé chez les Patriotes. « *J'ai vu après la présidentielle le vieux clan Le Pen se reconstituer et les indésirables revenir en force. Je suis parti* », dit Guillaume Kaznowski pour expliquer son départ du FN. Il était auparavant militant UMP avant d'être séduit par la stratégie de « *dédiabolisation de Marine Le Pen* ». Aujourd'hui conseiller municipal à Liévin (les autres conseillers FN l'ont accompagné dans son départ) et conseiller régional, il est aussi assistant parlementaire de José Évrard sur Lens.

« *Moi, je ne suis pas d'extrême droite, je suis pour la sortie de l'Europe qui nous ruine, le Frexit, c'est le seul engagement qui m'intéresse* », assure-t-il. Guillaume Kasnowski dit avoir soutenu le mouvement

des gilets jaunes dès le début : « *J'ai énormément participé, mais pas pour faire de la propagande politique, de l'adhésion ou que sais-je. À Héning, ils ont beaucoup trop politisé le truc, or les gens sont totalement écœurés des partis, de tous les partis. Cela ne pouvait pas marcher. En plus de la violence, les interpellations systématiques ont fait peur aux gens.* »

C'est pourtant bien ce soutien affiché de l'extrême droite qui a dissuadé bon nombre de personnes de rejoindre ce mouvement. Dans bien d'autres départements, la présence de syndicalistes, de militants, de personnes désirant construire un nouveau mouvement collectif a permis de structurer les groupes locaux. Rien de tel ici. Le PCF et la CGT sont restés sur une ligne inflexible. « *D'emblée, j'ai été extrêmement méfiant*, dit David Noël, secrétaire de la section du PCF à Héning-Beaumont. *La récupération éhontée de l'extrême droite, les diatribes antiparti et antisyndicales, pour moi c'est non, je ne peux pas soutenir cela.* »

David Noël concède le « *défi qui nous est posé* ». « *Des gens sincères se sont engagés, c'est un mouvement qui porte des revendications sociales qui sont les nôtres. Et le pire est que le Rassemblement national n'a évidemment aucune réponse pour ces gens, sa seule obsession est l'immigration. Mais à Héning-Beaumont, la situation est trop particulière, on ne peut laisser l'extrême droite mener la danse.* »



La permanence parlementaire de Marine Le Pen à Héning-Beaumont, place Jean-Jaurès... © FB. Mediapart

Car beaucoup ont déjà en tête à Lens, Liévin et bien sûr à Héning-Beaumont les élections municipales du printemps 2020. Si Steeve Briois semble assuré d'une réélection aisée dans un an, l'inédit du mouvement des gilets jaunes pourrait-il aider le RN à progresser encore dans les villes voisines, voire à les prendre ?

« *Je ne le pense pas, je crois que le soutien de la mairie est peu efficace* », juge Marine Tondelier, conseillère municipale Europe Écologie-Les Verts d'Hénin-Beaumont, régulièrement prise à partie par Steeve Briois et ses adjoints.

« *Les deux, gilets jaunes et RN, auraient pu prospérer et ce n'est pas le cas* », estime Alain Alpern, ancien pourfendeur des turpitudes du PS local et fin observateur de la vie locale. « *Il y a trop de désespérance ici, les gens ont voté FN, ça n'a pas vraiment changé les choses, alors pourquoi se relancer ?* ».

Jean-Pierre Carpentier, candidat France insoumise **aux législatives de 2017** contre Marine Le Pen, explique être allé sur les ronds-points d'Hénin-Beaumont les premiers jours. « *Le maire a de fait tué ce mouvement, il l'a d'ailleurs comme mis en relégation sur un bout de parking, c'est devenu un petit groupe fermé*, dit-il. *Nous avons pu discuter les premiers jours, mais il y avait une méconnaissance absolue et terrible des partis, de la politique, ensuite, moi, je ne vais pas manifester dans des actions soutenues par l'extrême droite* ».

Architecte et urbaniste de profession, ayant travaillé très longtemps dans les cités minières du bassin qu'il connaît parfaitement, Jean-Pierre Carpentier ne veut pas uniquement mettre en cause l'extrême droite. Le bassin minier est encore aujourd'hui un territoire en grande souffrance qui multiplie tous les records de vulnérabilité : le plus de chômeurs, le plus de jeunes sans formation, le plus de précarité, le plus de pauvreté. Tous les indicateurs sociaux sont au rouge et se sont encore gravement dégradés depuis la

crise de 2008 : lire ici un remarquable portrait socio-économique réalisé en novembre 2018 par la Mission bassin minier.

« *Nous cumulons tous les retards*, dit-il. *Et depuis trente ans, il n'y a pas eu de grande mobilisation sociale dans le bassin minier. La population est trop précarisée, trop fragile et la politique n'existe simplement plus. Les partis ont abdicué, ne font plus aucun travail de terrain, le PS gère, le PCF et la CGT se cramponnent à des lignes archaïques.* »

Depuis le mois de décembre, Jean-Pierre Carpentier continue d'aller manifester à Lille les samedis avec d'autres membres de La France insoumise. Il est en contact avec d'autres groupes de gilets jaunes qui, chaque semaine, poursuivent les actions. Mais dans cette partie du Pas-de-Calais, l'extrême droite aura largement contribué à étouffer ce qu'elle voulait trop embrasser.

Boîte noire

Je me suis rendu en reportage dans le bassin minier du Pas-de-Calais durant trois jours, les 19, 20 et 21 février. Je remercie tous ceux, à Béthune, Lens, Liévin et Hénin-Beaumont qui ont accepté de me rencontrer. Mes excuses à celles et ceux que je n'ai pu citer, sauf à allonger démesurément cet article. Enfin, je n'ai pas contacté Steeve Briois, Bruno Bilde et Marine Le Pen, estimant que leurs déclarations publiques étaient suffisantes. Par ailleurs, il est utile de rappeler que Mediapart demeure inscrit sur une "liste noire" des médias interdits de toutes les manifestations du Rassemblement national et que ses journalistes sont ainsi systématiquement empêchés d'exercer leur profession.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.